

Ouverture à Dakhla d'une rencontre internationale sur l'Intelligence territoriale et le développement régional

Les travaux de la rencontre internationale "Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise, expériences internationales comparées", ont débuté lundi à Dakhla, avec la participation d'une pléiade d'experts nationaux et étrangers.

Initiée par l'Association d'Etudes et de Recherches pour le Développement (AERED) et l'Association Internationale Francophone d'Intelligence Economique (AIFIE), cette rencontre, placée sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, sera l'occasion d'analyser plusieurs expériences relatives aux stratégies d'intelligence territoriales, ainsi que leurs enjeux et perspectives.

Les participants débattront de plusieurs thèmes à savoir "les politiques d'intelligence territoriale, expériences internationales comparées", "les grappes d'entreprises et dynamique des territoires" et "le management du développement régional : organisation et instruments innovants".

Organisée en partenariat avec le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, le ministère de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles Technologies et l'Agence pour la Promotion et le Développement des Provinces du Sud, cette rencontre de deux jours se penchera également sur "le partenariat Universités Entreprises Région : résultats et perspectives d'évolution", "les dynamiques régionales : concurrence et coopération", "la sécurité économique des territoires" et "le financement et l'attractivité des territoires".

Les participants traiteront aussi des leviers facilitant le développement des régions à travers notamment le rôle dynamique que joue l'entreprise (Grands groupes et PME) en tant que catalyseur du développement territorial et des "invariants" à partir desquels les stratégies d'intelligence territoriales pourront se développer.

Cette rencontre sera couronnée par l'Appel de Dakhla qui tracera le cadre futur de la coopération entre les experts et les institutions en matière d'intelligence économique et territoriale et ce au service des entreprises et du développement régional dans leurs pays respectifs.

Elle sera également marquée par la signature de sept conventions de partenariat pour le développement économique, social et technologique, et la remise du prix du partenariat "Université Entreprise" dans sa deuxième édition.

En marge de cette rencontre internationale, les participants effectueront des visites de terrain dans les provinces de Laâyoune et Dakhla en vue de constater de visu le degré de développement des zones d'activités économiques dans les provinces du Sud du Royaume.

Prennent part à cette rencontre, initiée en partenariat également avec l'Association Marocaine d'Intelligence Economique, la Wilaya de la Région Oued Eddahab Lagouira, le Groupe de l'Office Chérifien des Phosphates, plusieurs experts et des institutions spécialisées en intelligence économique et territoriale d'Amérique du Nord et du Sud, d'Asie, d'Europe, d'Afrique, du Maghreb et des Iles Caraïbes.

NOMEJLISS.COM
22.11.2010

Ouverture à Dakhla d'une rencontre internationale sur l'Intelligence territoriale et le développement régional

Dakhla, 22/11/10- Les travaux de la rencontre internationale "Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise, expériences internationales comparées", ont débuté lundi à Dakhla, avec la participation d'une pléiade d'experts nationaux et étrangers

Initiée par l'Association d'Etudes et de Recherches pour le Développement (AERED) et l'Association Internationale Francophone d'Intelligence Economique (AIFIE), cette rencontre, placée sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, sera l'occasion d'analyser plusieurs expériences relatives aux stratégies d'intelligence territoriales, ainsi que leurs enjeux et perspectives.

Les participants débattront de plusieurs thèmes à savoir "les politiques d'intelligence territoriale, expériences internationales comparées", "les grappes d'entreprises et dynamique des territoires" et "le management du développement régional : organisation et instruments innovants".

Organisée en partenariat avec le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, le ministère de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles Technologies et l'Agence pour la Promotion et le Développement des Provinces du Sud, cette rencontre de deux jour se penchera également sur "le partenariat Universités Entreprises Région : résultats et perspectives d'évolution", "les dynamiques régionales : concurrence et coopération", "la sécurité économique des territoires" et "le financement et l'attractivité des territoires".

Les participants traiteront aussi des leviers facilitant le développement des régions à travers notamment le rôle dynamique que joue l'entreprise (Grands groupes et PME) en tant que catalyseur du développement territorial et des "invariants" à partir desquels les stratégies d'intelligence territoriales pourront se développer.

Cette rencontre sera couronnée par l'Appel de Dakhla qui tracera le cadre futur de la coopération entre les experts et les institutions en matière d'intelligence économique et territoriale et ce au service des entreprises et du développement régional dans leurs pays respectifs.

Elle sera également marquée par la signature de sept conventions de partenariat pour le développement économique, social et technologique, et la remise du prix du partenariat "Université Entreprise" dans sa deuxième édition.

En marge de cette rencontre internationale, les participants effectueront des visites de terrain dans les provinces de Laâyoune et Dakhla en vue de constater de visu le degré de développement des zones d'activités économiques dans les provinces du Sud du Royaume.

Prennent part à cette rencontre, initiée en partenariat également avec l'Association Marocaine d'Intelligence Economique, la Wilaya de la Région Oued Eddahab Lagouira, le Groupe de l'Office Chérifien des Phosphates, plusieurs experts et des institutions spécialisées en intelligence économique et territoriale d'Amérique du Nord et du Sud, d'Asie, d'Europe, d'Afrique, du Maghreb et des Iles Caraïbes.

Rencontre internationale à Dakhla: L'entreprise au coeur de la compétitivité des territoires

Les participants à la rencontre internationale de Dakhla, organisée sous le thème "Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise, expériences internationales comparées", ont souligné lundi la place centrale de la dynamique entrepreneuriale dans les stratégies de développement des régions et dans le développement des milieux innovateurs.

DNES: Maria Laaroussi

Ils ont mis l'accent sur le besoin de la mise en oeuvre d'un management stratégique du développement régional guidé par les techniques de l'intelligence économique et menant vers des politiques d'intelligence territoriale au service de l'innovation.

Selon M. Driss Guerraoui, président de l'association d'études et de recherches pour le développement, coordinateur du comité d'organisation, cette rencontre intervient à un moment particulier où le Maroc est en train de réfléchir sur son propre modèle de régionalisation d'une part, et parce que les régions et les territoires sont de plus en plus appelés à servir de locomotive pour répondre à la crise mondiale actuelle d'autre part.

La réunion d'une centaine d'experts, du monde entier, permettra au Maroc d'être au fait des avancées réalisées par d'autres pays dans ce domaine et de bénéficier d'un développement tardif dans ce domaine, a-t-il ajouté, dans une déclaration à la MAP.

"Pour la première fois dans l'histoire de l'intelligence économique, il y a les cinq continents qui se retrouvent à Dakhla, ce qui était difficile à faire", a affirmé M. Michel Dieudonné, vice-président de l'Assemblée des Chambres françaises de Commerce et d'Industrie, soulignant que cela "montre l'intérêt des plus grands experts mondiaux dans le domaine de l'intelligence économique pour ce qui se passe au Maroc".

Pour sa part, M. Philippe Clerc, président de l'Association internationale francophone d'intelligence économique, a indiqué que l'objectif est de "réunir les experts sur les nouvelles techniques de développement qu'on utilise pour le management du développement régional, l'aménagement des territoires et donc des nouvelles techniques qu'on appelle l'intelligence territoriale".

De son côté, M. Driss Houat, président de la Fédération des Chambres Marocaines de Commerce, d'industrie et de services (FCMCIS), a indiqué que cette rencontre, qui a également le mérite de présenter autant la pratique nationale que l'expérience internationale concernant l'intelligence économique du point de vue développement de territoire, "illustre sans conteste la volonté des partenaires présents de mettre en place et d'asseoir les pratiques d'une culture de veille économique tant au niveau territorial qu'au niveau de l'entreprise".

Intervenant à cette occasion, M. Ahmed Hajji, directeur de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des provinces du Sud (APDES), a souligné que son agence s'est inscrite dans une logique territoriale et a fait du facteur humain celui du développement, citant les richesses naturelles dont dispose la région Oued Ed-Dahab-Lagouira (miel, huile de pépin de figues de barbarie, poissons...).

Pour sa part, M. Hamid Chabar, wali de la région de Oued Eddahab-Lagouira, a affirmé que le diagnostic de développement de la ville de Dakhla a permis de repérer une série de dysfonctionnements empêchant un développement durable de la région.

Cette rencontre internationale de deux jours est initiée par l'Association d'études et de recherches pour le développement (AERED) et l'Association internationale francophone d'intelligence Economique (AIFIE).

Elle a été marquée par la signature de sept conventions de partenariat pour le développement économique, social et technologique et a constitué l'occasion pour la remise du prix du partenariat "Université Entreprise" dans sa deuxième édition.

Les participants à cette rencontre débattront de plusieurs thèmes, notamment, "les politiques d'intelligence territoriale, expériences internationales comparées", "les grappes d'entreprises et dynamique des territoires" et "le management du développement régional: organisation et instruments innovants".

Cette rencontre sera couronnée par l'Appel de Dakhla qui tracera le cadre futur de la coopération entre les experts et les institutions en matière d'intelligence économique et territoriale et ce, au service des entreprises et du développement régional dans leurs pays respectifs.

Rencontre internationale à Dakhla: L'entreprise au coeur de la compétitivité des territoires

Dakhla, 23/11/10- Les participants à la rencontre internationale de Dakhla, organisée sous le thème "Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise, expériences internationales comparées", ont souligné lundi la place centrale de la dynamique entrepreneuriale dans les stratégies de développement des régions et dans le développement des milieux innovateurs.

DNES: Maria Laaroussi

Ils ont mis l'accent sur le besoin de la mise en oeuvre d'un management stratégique du développement régional guidé par les techniques de l'intelligence économique et menant vers des politiques d'intelligence territoriale au service de l'innovation.

Selon M. Driss Guerraoui, président de l'association d'études et de recherches pour le développement, coordinateur du comité d'organisation, cette rencontre intervient à un moment particulier où le Maroc est en train de réfléchir sur son propre modèle de régionalisation d'une part, et parce que les régions et les territoires sont de plus en plus appelés à servir de locomotive pour répondre à la crise mondiale actuelle d'autre part.

La réunion d'une centaine d'experts, du monde entier, permettra au Maroc d'être au fait des avancées réalisées par d'autres pays dans ce domaine et de bénéficier d'un développement tardif dans ce domaine, a-t-il ajouté, dans une déclaration à la MAP.

"Pour la première fois dans l'histoire de l'intelligence économique, il y a les cinq continents qui se retrouvent à Dakhla, ce qui était difficile à faire", a affirmé M. Michel Dieudonné, vice-président de l'Assemblée des Chambres françaises de Commerce et d'Industrie, soulignant que cela "montre l'intérêt des plus grands experts mondiaux dans le domaine de l'intelligence économique pour ce qui se passe au Maroc".

Pour sa part, M. Philippe Clerc, président de l'Association internationale francophone d'intelligence économique, a indiqué que l'objectif est de "réunir les experts sur les nouvelles techniques de développement qu'on utilise pour le management du développement régional, l'aménagement des territoires et donc des nouvelles techniques qu'on appelle l'intelligence territoriale".

De son côté, M. Driss Houat, président de la Fédération des Chambres Marocaines de Commerce, d'industrie et de services (FCMCIS), a indiqué que cette rencontre, qui a également le mérite de présenter autant la pratique nationale que l'expérience internationale concernant l'intelligence économique du point de vue développement de territoire, "illustre sans conteste la volonté des partenaires présents de mettre en place et d'asseoir les pratiques d'une culture de veille économique tant au niveau territorial qu'au niveau de l'entreprise".

Intervenant à cette occasion, M. Ahmed Hajji, directeur de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des provinces du Sud (APDES), a souligné que son agence s'est inscrite dans une logique territoriale et a fait du facteur humain celui du développement, citant les richesses naturelles dont dispose la région Oued Ed-Dahab-Lagouira (miel, huile de pépin de figues de barbarie, poissons...).

Pour sa part, M. Hamid Chabar, wali de la région de Oued Eddahab-Lagouira, et M.

Michel Capasso, président de la Fondazione Mediterraneo (Italy) ont affirmé que le diagnostic de développement de la ville de Dakhla a permis de repérer une série de dysfonctionnements empêchant un développement durable de la région.

Cette rencontre internationale de deux jours est initiée par l'Association d'études et de recherches pour le développement (AERED) et l'Association internationale francophone d'intelligence Economique (AIFIE).

Elle a été marquée par la signature de sept conventions de partenariat pour le développement économique, social et technologique et a constitué l'occasion pour la remise du prix du partenariat "Université Entreprise" dans sa deuxième édition.

Les participants à cette rencontre débattront de plusieurs thèmes, notamment, "les politiques d'intelligence territoriale, expériences internationales comparées", "les grappes d'entreprises et dynamique des territoires" et "le management du développement régional: organisation et instruments innovants".

Cette rencontre sera couronnée par l'Appel de Dakhla qui tracera le cadre futur de la coopération entre les experts et les institutions en matière d'intelligence économique et territoriale et ce, au service des entreprises et du développement régional dans leurs pays respectifs.

LA MATIN
23.11.2010

Rencontre internationale de Dakhla

«Passer de régions assistées à une régionalisation par le développement»

Du 22 au 23 novembre, un aréopage d'experts, scientifiques et autres débattront de questions stratégiques.

Le mois de novembre serait-il le mois de l'Intelligence économique en Afrique ? On compte en effet plusieurs colloques sur cette question organisés à Dakar, Libreville, Abidjan, Dakhla et ... Alger. A Dakhla et Alger, les Assises de l'intelligence économique ont lieu à la même date du 21 au 23 novembre et dans la capitale algérienne, la question de l'approche stratégique de développement de l'information et de la société de l'information dans le bassin euro méditerranéen sera même au cœur des débats ! En attendant donc des assises maghrébines sur l'Intelligence économique, qui nous permettraient de bâtir un Maghreb prospère et sûr, la rencontre de Dakhla anticipe et traite de «L'intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise». A la veille du rapport de la commission nationale sur la régionalisation, la conférence qui se tient sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi, prend tout son intérêt à la lumière de l'actualité des événements de Laâyoune.

Les conclusions que pourraient proposer les représentants d'entreprises, des réseaux d'entreprises, des universités, des agences de développements, des investisseurs et bailleurs de fonds, des chambres socioprofessionnelles et des décideurs publics locaux et centraux présents à Dakhla devraient s'articuler autour de problématiques clefs : comment renforcer la place centrale de l'entreprise et de la dynamique entrepreneuriale dans les stratégies de développement des régions ? Comment intégrer les politiques d'intelligence territoriale au service de l'innovation et du développement régional ? Comment passer d'un développement régional par l'assistance à une régionalisation par le développement ? Plusieurs expériences internationales comparées d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Iles Caraïbes, seront présentées à la rencontre de Dakhla.

Qui sera selon les organisateurs d'une « importance cruciale pour la réflexion marocaine actuelle en matière de régionalisation avancée ». Durant ces deux journées, du 22 et 23 novembre, un aréopage d'experts des ministères, des universités, des associations, des agences de développement et de l'OCP débattront de questions stratégiques, comme les dynamiques de territoires, les dynamiques régionales entre la concurrence et la coopération, la sécurité économique des territoires, le financement de l'attractivité des territoires.. , tous ces chaînons d'une politique d'intelligence territoriale réussie

Cette rencontre sera également l'occasion de la signature de plusieurs conventions de coopération à la faveur du développement de la région, ainsi que de la remise du Prix de partenariat Entreprise- Université-Région récompensant les entreprises, les universités et les institutions de recherche qui se sont distinguées au service de la compétitivité de leurs régions d'implantation. A l'occasion de la rencontre internationale de Dakhla, «Le Matin» a organisé une Table ronde avec Driss Guerraoui, président de l'Association d'Etudes et de Recherches pour le développement (AERED) et Philippe Clerc, président de l'Association internationale francophone d'Intelligence économique.

Table ronde avec Driss Guerraoui, président de l'Association d'études et de recherches pour le développement (AERED) et Philippe Clerc, président de l'Association internationale francophone d'intelligence économique.

En marge de la Conférence internationale de Dakhla organisée du 22 au 23 novembre sous le thème « Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise ».

LE MATIN : La rencontre de Dakhla porte sur « l'intelligence territoriale et le développement régional par l'entreprise ». Pourquoi le choix de ce thème précis ?

Driss Guerraoui : Il y a plusieurs raisons qui ont présidé au choix de ce thème. D'abord parce qu'on ne peut pas aujourd'hui réussir le développement des territoires sans bâtir une économie régionale solide et compétitive capable de générer la production de richesses indispensables pour couvrir les besoins croissants de populations entières en termes d'emploi, d'éducation, de santé, de logement, de transport, de route, d'autoroutes, de ports, d'aéroports, d'énergie, d'eau à usage domestique, agricole et industriel, de culture, de loisirs et de préservation de l'environnement, extension des espaces verts, assainissement, ramassages des ordures ménagères, notamment. Cette perspective est devenue indispensable, voire incontournable particulièrement dans le contexte de nos économies actuelles marquée par la raréfaction progressive des ressources, la complexité de la gestion de territoires, une complexité qui génère de plus en plus des formes nouvelles d'insécurité à la fois économique et non économique que posent l'accroissement d'une urbanisation rapide et non maîtrisée et les mega-cités qu'elle induit. De plus, l'analyse comparée des expériences menées de par le monde en matière d'attractivité et de compétitivité des territoires dans une économie globale et ouverte nourrit une concurrence réelle entre régions, incitant à repenser en des termes nouveaux l'articulation entre intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise. Dans ce cadre, plusieurs impulsions et signaux sont venus confirmer la nécessité d'une telle réflexion et d'un tel échange à destination des acteurs des milieux innovateurs : les entreprises, les réseaux d'entreprises, les universités, les agences de développements, les investisseurs et bailleurs de fonds, les chambres socioprofessionnelles et les décideurs publics locaux et centraux. Ces impulsions et ces alertes sont clairement identifiées dans des travaux de réflexion et d'analyses récentes, de même que dans la formulation des politiques publiques industrielles et technologiques, notamment depuis les cinq dernières années. Aussi, un bilan mené à partir de la mise en perspective d'expériences internationales comparées s'avère indispensable pour une meilleure préparation de l'avenir du management de nos territoires. A l'heure où le Maroc est à la recherche de son propre modèle de régionalisation avancée à partir des provinces sahariennes du Royaume, cette rencontre vient à point nommé pour accompagner la réflexion et l'action nationales en cette matière, réflexion et action confortées par le discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI du 6 novembre courant à l'occasion du 35e anniversaire de la Marche verte.

Diversité des acteurs, identification de nouveaux modes de management... Est-ce qu'on peut d'ores et déjà avoir une idée sur les tendances majeures identifiées ?

Philippe Clerc : Une esquisse de l'état de l'art à ce niveau et une première évaluation de ces politiques révèle l'émergence et le développement de comportements stratégiques des acteurs des régions confrontés à de nouvelles conditions et des formes de concurrence souvent inédites. En tendances saillantes, il s'agit particulièrement du rôle central de l'entreprise et des dynamiques entrepreneuriales et de la montée en puissance de l'intelligence stratégique comme mode de management des situations de

développement régional et de la formalisation de politiques publiques d'intelligence territoriale.

Par ailleurs, dans les rapports des organisations internationales compétentes en matière d'aide au développement ou d'appui au co-développement, nous pouvons noter une orientation très claire plaçant les entreprises, les grappes d'entreprises au cœur des nouvelles dynamiques de croissance ou de rattrapage du retard technologique et managérial. A cet égard, l'Assemblée générale de la Conférence permanente des Chambres de commerce africaines et francophones, tenue en novembre 2009 à Abidjan, a permis d'apporter un éclairage empirique comparé novateur à partir de la mise en perspective de la relation entre « territoires, grappes d'entreprises et intelligence stratégique ». En complément à toutes ces initiatives, des réflexions approfondies ont été lancées à l'échelle européenne comparant le management stratégique de 250 régions européennes, où le rôle des pôles de compétitivité et de l'intelligence stratégique y apparaît essentiel. Deux constats majeurs ressortent de ces différentes réflexions et expériences. Le premier est relatif à la place centrale de l'acteur « entreprise » et de la dynamique entrepreneuriale dans les stratégies de développement des régions et dans le développement des milieux innovateurs. Le second est relatif au besoin de mise en œuvre d'un management stratégique du développement régional guidé par les techniques de l'intelligence économique et conduisant à mettre en place des politiques d'intelligence territoriale au service de l'innovation.

Changement, mutations du rôle des Etats, des collectivités locales, des acteurs...Les premières tendances montrent que les conditions et les formes de concurrence entre les régions et les territoires connaissent des changements très profonds. Quelle analyse en faites-vous ?

Philippe Clerc : En effet, l'exacerbation des concurrences entre villes et régions, au sein des univers économiques et sociaux des pays développés, entre régions et territoires du Sud, mais aussi entre régions du Nord et du Sud est une réalité quotidienne pour les décideurs et les acteurs de ces écosystèmes. Les champs de force s'organisent au gré des dynamiques discontinues, voire contradictoires entre polarisations et éclatements. Un phénomène se fait jour croisant de « convergence globale et divergences locales ». Cette dynamique générale se traduit par, d'un côté, des « effets d'agglomération cumulatifs » (migrations du travail et des compétences, relocalisations d'entreprises ou création de clusters et de grappes) là où le capital social, « le génie collectif » est attractif, et de l'autre par des « effets de défaillances cumulatives » (économiques, sociales, culturelles et institutionnelles) dans les régions mobilisant difficilement le capital social et l'intelligence collective. De ce fait, certains observateurs avisés ont vu poindre dans ce contexte nouveau une tension majeure entre modes de développement régional, dont deux sont essentiels.

La dynamique de développement régional endogène, tout d'abord, dans laquelle « la composante sociale, partenariale et ascendante » est le moteur, le levier, mais dont l'efficacité est encore faible, en raison d'une formalisation faible du processus stratégique. La dynamique de développement régional exogène en second lieu, dans laquelle la logique d'attractivité est centrale et où la compétitivité et la performance globale se fondent sur « la réappropriation à des fins concurrentielles des facteurs immatériels » tels que le capital social, les pratiques culturelles et le « génie collectif ».

Les enseignements tirés des expériences comparées dans ce domaine favorisent une démarche fondée sur la nécessaire articulation entre les deux approches par les stratégies régionaux.

Les enjeux mondialisés du développement redonnent une légitimité forte aux systèmes locaux d'innovation au sein desquels les entreprises apparaissent comme un moteur déterminant entraînant les autres acteurs de l'écosystème. Le pilotage de ce croisement,

sa mise en stratégie nécessite une réflexion approfondie qui ne pourra se déployer et s'enrichir qu'au travers d'une analyse comparée d'expériences animées par des cultures de développement régionales diversifiées, latines, anglo-saxonnes, méditerranéennes, africaines...

Est-ce que cela voudrait dire que les décideurs et développeurs régionaux ont impérativement besoin de nouvelles grilles de lecture et de nouveaux modes opératoires ?

Philippe Clerc : En effet, à contexte nouveau, contraintes nouvelles, menaces nouvelles et défis nouveaux, et par voie de conséquence une gouvernance nouvelle du changement et ce à deux niveaux : d'un côté en envisageant, en connaissance de cause, à la fois les mutations industrielles, les ruptures technologiques, les fractures sociales et les chemins de la croissance et, de l'autre, en évitant les situations de dépendances stratégiques. Ce qui suppose, voire impose aux décideurs publics et privés locaux et nationaux d'évaluer l'impact des options stratégiques et les sources de risques induits. Une telle démarche nécessite à son tour une acuité informationnelle et une capacité de manœuvrabilité que seule une fluidité dans les systèmes d'aide à la décision rend possible. L'intelligence territoriale en tant que produit des organisations et des méthodes innovantes s'avère très adaptée et appropriée à cette urgence.

Que peut-on, dans cette logique, attendre de la rencontre internationale de Dakhla dans ce cadre ?

Driss Guerraoui : Partant de ce qui précède, la rencontre internationale de Dakhla va tenter de croiser l'intelligence territoriale envisagée comme stratégie publique et collective d'appui à la coproduction du développement régional aux logiques de développement territorial par l'entreprise. Elle sera originale à deux titres. Par son entrée « entreprises » et par l'étalonnage des expériences internationales qu'elle proposera, la région et la territorialisation du développement étant le dénominateur commun de cette démarche. Dans cette perspective, les experts, les chercheurs, les acteurs publics et privés, locaux, régionaux, nationaux et internationaux, les entreprises et réseaux d'entreprises, les agences régionales de développements, les associations socioprofessionnelles et les institutions internationales qui y ont été conviés vont présenter les stratégies d'intelligence territoriales, leurs enjeux et perspectives et ce à travers l'analyse et le questionnement d'expériences aussi diverses, pertinentes et riches en enseignements telles que celles du Brésil, d'Argentine, de Chine, du Canada, des Etats-Unis, d'Allemagne, de France, d'Italie, du Vietnam, des Iles Caraïbes, de Bulgarie, de Serbie, des Emirats Arabes Unis, du Maroc, de Tunisie, de Mauritanie, du Sénégal et du Burkina Faso. Les conclusions de cette rencontre devraient, dans cette perspective, apporter un éclairage utile pour les décideurs régionaux sur les freins et les leviers qui facilitent le développement des régions et de leur veille territoriale; l'entreprise (grands groupes et PME) jouant un rôle majeur dans cette dynamique, en tant que porteurs de projets « socialisés » occupant la place de catalyseur dans le développement territorial. Partant de là, la rencontre internationale de Dakhla devrait recentrer dans ce contexte les « invariants » à partir desquels les stratégies d'intelligence territoriales pourront se déployer.

Fait important à signaler, enfin, cette rencontre, dont les travaux vont être couronnés par l'Appel de Dakhla, va essayer de donner corps aux conclusions et aux enseignements qui seront tirés en mettant à contribution les réseaux internationaux de régions, d'agences de développement, de Chambres professionnelles, d'organisations non gouvernementales et d'Universités œuvrant dans le domaine de l'intelligence économique et de la veille territoriale à la faveur de projets pertinents de partenariat. C'est l'un des objectifs essentiels que nous avons assigné à cette importante manifestation et ce dans un souci

de mettre la réflexion stratégique partagée et l'intelligence collective de ces réseaux au service du développement territorial.

Vous avez suivi avec beaucoup d'attention les récents événements de Laâyoune. Est-ce que la rencontre de Dakhla peut aider à comprendre les soubresauts qu'a connus cette ville ?

Driss Guerraoui : Le rôle des scientifiques, des experts et des développeurs est justement de proposer des lectures possibles des événements sociaux et des crises, quelle qu'en soit la nature, que vivent des sociétés données à un moment donné de leur histoire, en vue d'éclairer les décideurs sur les perspectives de solutions possibles à ces crises.

La rencontre internationale de Dakhla ne dérogera pas à cette mission noble et responsable du scientifique, du chercheur et de l'expert.

Quelle lecture faites-vous personnellement de ces événements ?

Driss Guerraoui : Pour ce qui concerne les derniers événements qu'a connus la ville de Laâyoune, ma conviction est double. Ces événements sont le produit d'une instrumentalisation évidente d'éléments activistes sahraouis introduits par le Polisario et l'Algérie dans la foulée des mouvements de retour de familles entières des camps de Tindouf. L'objectif majeur de cette opération d'instrumentalisation est de perturber les avancées réalisées à l'échelle internationale par la proposition marocaine d'autonomie élargie d'un côté et de l'autre de créer des situations humainement sensibles sur le terrain à même de permettre une manipulation de l'opinion publique internationale, axée et ciblée autour de thématiques elles aussi sensibles comme les droits de l'homme et les libertés, y compris de la presse. Maintenant que cet épisode est clos et que ces événements ont été totalement maîtrisés, l'heure est à l'analyse des enseignements à tirer et à l'élaboration de stratégies appropriées pouvant garantir pour l'avenir, de façon durable et anticipative, à la fois la paix sociale et la sécurité. La deuxième raison, certainement la plus profonde est que ces événements sont l'expression d'un réel et profond malaise et d'un mal développement que vivent des franges importantes de la population, notamment les jeunes et ce malgré l'effort national solidaire colossal fourni par l'Etat. Un indicateur très significatif de ce malaise et de ce mal développement permet d'éclairer cette réalité. C'est celui du taux de chômage des jeunes dans les provinces du Sud. En effet, malgré le dynamisme économique qu'a connu la région ces 20 dernières années, la dynamique démographique impulsée par l'amélioration de l'indice de développement humain dans les provinces du Sud, comme l'atteste toutes les études, et la dynamique croissante induite par le retour de familles entières des camps de Tindouf font que la population active de 15 à 59 ans connaît une croissance sans commune mesure avec les possibilités de création d'opportunités nouvelles d'emploi par l'ensemble des secteurs économiques de la région. Aussi et à titre d'illustration, si la population active en âge de travailler a augmenté entre 2000 et 2006 à un rythme annuel moyen de 1,1% à l'échelle nationale, celle des provinces du Sud l'a été à un rythme de 5,2%. De plus, l'essentiel des emplois créés soit environ plus de 60 %, l'ont été dans et par les secteurs publics de l'éducation, de la santé et de l'administration territoriale et centrale.

Pour toutes ces raisons réunies, le taux de chômage dans les provinces du Sud est presque le double de ce qu'il est à l'échelle nationale. Par voie de conséquence, tout développement futur dans les provinces du Sud doit impulser une dynamique de création d'activités économiques et de richesses nouvelles à même de générer des investissements à effets d'entraînement bénéfiques en termes de création d'opportunités croissantes d'emploi, compatibles avec l'exacerbation de la situation de chômage que ces provinces connaissent et qu'elles connaîtront certainement dans l'avenir.

C'est dans cette perspective qu'il est de la plus haute importance de passer d'un développement régional par l'assistance à une régionalisation par le développement". C'est dans ce sens que les thématiques du développement régional par l'entreprise et de l'intelligence territoriale, objet de la rencontre de Dakhla, en mettant justement en évidence des expériences internationales comparées d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Iles Caraïbes, sont d'une importance cruciale pour la réflexion marocaine actuelle en matière de régionalisation avancée.

Par Farida Moha | LE MATIN

BILADI
24.11.2010

Clôture à Dakhla de la rencontre internationale sur l'Intelligence territoriale et le développement régional

Envoyée spéciale: Maria Laaroussi

Initiée par l'Association d'Etudes et de Recherches pour le Développement (AERED) et l'Association Internationale Francophone d'Intelligence Economique (AIFIE), cette rencontre, placée sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, a été l'occasion d'analyser plusieurs expériences relatives aux stratégies d'intelligence territoriales et leurs enjeux et perspectives.

Deux jours durant, des experts nationaux et étrangers ont débattu de plusieurs thématiques, notamment "les politiques d'intelligence territoriale, expériences internationales comparées", "les grappes d'entreprises et dynamique des territoires" et "le management du développement régional : organisation et instruments innovants".

"Le partenariat Universités Entreprises Région : résultats et perspectives d'évolution", "les dynamiques régionales : concurrence et coopération", "la sécurité économique des territoires" et "le financement et l'attractivité des territoires", ont été également parmi les sujets abordés lors de cette rencontre.

Les participants, à cette rencontre, ont examiné aussi des leviers facilitant le développement des régions à travers notamment le rôle dynamique que joue l'entreprise (Grands groupes et PME) en tant que catalyseur du développement territorial et des "invariants" à partir desquels les stratégies d'intelligence territoriales pourront se développer.

Cette rencontre a été couronnée par "La Déclaration de Dakhla" qui trace le cadre futur de la coopération entre les experts et les institutions en matière d'intelligence économique et territoriale et ce au service des entreprises et du développement régional dans leurs pays respectifs.

Elle a été également marquée par la signature de sept conventions de partenariat pour le développement économique, social et technologique, outre la remise du prix du partenariat "Université Entreprise" dans sa deuxième édition.

A l'issue de cette rencontre internationale, les participants effectueront des visites de terrain dans les provinces de Laâyoune et Dakhla pour voir de près le degré de développement des zones d'activités économiques dans les provinces du Sud du Royaume.

Ont pris part à cette rencontre, plusieurs experts représentant des institutions spécialisées en intelligence économique et territoriale venant d'Europe, d'Afrique, d'Asie, du Maghreb, des Iles Caraïbes, d'Amérique du Nord et du Sud.

Cette manifestation a été organisée en partenariat notamment avec le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, le ministère de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles Technologies et l'Agence pour la promotion et le développement des provinces du sud.

VEILLE.MA
24.11.2010

Dakhla : Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise

L'Association d'Etudes et de Recherches pour le Développement et l'Association Internationale francophone d'intelligence économique

Organisent

En partenariat avec l'Agence pour la Promotion et le Développement des Provinces et Préfectures du Sud du Royaume du Maroc , le Ministère de l'Education Nationale, l'Enseignement Supérieur, la Formation des Cadres et la Recherche Scientifique, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles Technologies, et le Groupe de l'Office Chérifien des Phosphates

UNE RENCONTRE INTERNATIONALE SUR LE THEME

« Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise Expériences internationales comparées »

A Dakhla, novembre 2010

NOTE DE PRESENTATION PAR

Driss Guerraoui, Président de l'AERED et Philippe Clerc, Président de l'AIFIE

L'entreprise au cœur de la compétitivité des territoires

L'analyse comparée des expériences menées de par le monde en matière d'attractivité et de compétitivité des territoires dans une économie globale et ouverte incitent à repenser en des termes nouveaux l'articulation entre « Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise ». A vrai dire plusieurs impulsions et signaux sont venus confirmer la nécessité d'une telle réflexion et d'un tel échange à destination des acteurs des milieux innovateurs : les entreprises, les réseaux d'entreprises, les universités, les agences de développements, les investisseurs et bailleurs de fonds, les chambres socioprofessionnelles et les décideurs publics locaux et centraux.

Ces impulsions et ces alertes sont clairement identifiées dans des travaux de réflexion et d'analyses récentes, de même que dans la formulation des politiques publiques industrielles, et technologiques, notamment depuis les cinq dernières années. Un état de l'art de ces travaux et une première évaluation de ces politiques révèlent l'émergence et le développement de comportements stratégiques des acteurs des régions confrontés à de nouvelles conditions et des formes de concurrence souvent inédites. En tendances saillantes, il s'agit particulièrement du rôle central de l'entreprise et des dynamiques entrepreneuriales et de la montée en puissance de l'intelligence stratégique comme mode de management des situations de développement régional et de la formalisation de politiques publiques d'intelligence territoriale.

Par ailleurs, dans les rapports des organisations internationales compétentes en matière d'aide au développement ou d'appui au co-développement, nous pouvons noter une orientation très claire plaçant les entreprises, les grappes d'entreprise au cœur des nouvelles dynamiques de croissance ou de rattrapage. A cet égard, l'Assemblée générale

de la Conférence Permanente des Chambres de commerce Africaines et francophones, tenue en novembre 2009 à Abidjan, a permis d'apporter un éclairage empirique comparé novateur à partir de la mise en perspective de la relation entre « territoires, grappes d'entreprises et intelligence stratégique ».

En complément à toutes ces initiatives, des réflexions approfondies ont été lancées à l'échelle européenne comparant le management stratégique de 250 régions européennes, où le rôle des pôles de compétitivité et de l'intelligence stratégique y apparaît essentiel.

Deux constats majeurs ressortent de ces différentes réflexions et expériences :

La place centrale de l'acteur « entreprise » et de la dynamique entrepreneuriale dans les stratégies de développement des régions et dans le développement des milieux innovateurs.

Le besoin de mise en œuvre d'un management stratégique du développement régional guidé par les techniques de l'intelligence économique et conduisant à mettre en place des politiques d'intelligence territoriale au service de l'innovation.

Les conditions et les formes nouvelles de concurrence entre les régions et les territoires

L'exacerbation des concurrences entre villes et régions, au sein des univers économiques et sociaux des pays développés, entre régions et territoires du Sud, mais aussi entre régions du Nord et du Sud est une réalité quotidienne pour les décideurs et les acteurs de ces écosystèmes. Les champs de force s'organisent au gré des dynamiques discontinues, voire contradictoires entre polarisations et éclatements. Un phénomène se fait jour croisant de « convergence globale et divergences locales ». Cette dynamique générale se traduit par :

des « effets d'agglomération cumulatifs » (migrations du travail et des compétences, relocalisations d'entreprises ou création de clusters et de grappes) là où le capital social, « le génie collectif » est attractif,

des « effets de défaillances cumulatives » (économiques, sociales, culturelles et institutionnelles) dans les régions mobilisant difficilement le capital social et l'intelligence collective.

De ce fait, certains observateurs avisés ont vu poindre une tension majeure entre modes de développement régional, dont deux sont essentiels à notre réflexion :

La dynamique de développement régional endogène dans laquelle « la composante sociale, partenariale et ascendante » est le moteur, le levier, mais dont l'efficacité est encore faible, en raison d'une formalisation faible du processus stratégique.

La dynamique de développement régional exogène dans laquelle la logique d'attractivité est centrale. Où la compétitivité et la performance globale se fondent sur « la réappropriation à des fins concurrentielles des facteurs immatériels » tels que le capital social, les pratiques culturelles et le « génie collectif ».

Les enseignements tirés des expériences comparées dans ce domaine favorisent une démarche fondée sur la nécessaire articulation entre les deux approches par les stratégies régionaux. Les enjeux mondialisés du développement redonnent une légitimité forte aux systèmes locaux d'innovation au sein desquels les entreprises apparaissent comme un moteur déterminant entraînant les autres acteurs de l'écosystème. Le pilotage de ce croisement, sa mise en stratégie nécessite une réflexion approfondie qui ne pourra se

déployer et s'enrichir qu'au travers d'une analyse comparée d'expérience animées par des cultures de développement régionales diversifiées (latines, anglo-saxonnes, méditerranéennes, africaines...)

Mais alors, les décideurs et développeurs régionaux ont impérativement besoin de nouvelles grilles de lecture et de nouveaux modes opératoires pour : • envisager en connaissance de cause à la fois les mutations industrielles, les ruptures technologiques, les fractures sociales et les chemins de la croissance, • éviter les situations de dépendances stratégiques.

Evaluer l'impact des options stratégiques et les sources de risques induits nécessite une acuité informationnelle et une capacité de manœuvrabilité, que seule une fluidité dans les systèmes d'aide à la décision permettra. L'intelligence territoriale produit des organisations et des méthodes innovantes et adaptées à cette urgence.

La rencontre internationale de Dakhla

Cette rencontre que nous proposons d'organiser à Dakhla, au cœur des provinces sahariennes du Royaume du Maroc, croisera donc l'intelligence territoriale envisagée comme stratégie publique et collective d'appui à la coproduction du développement régional et aux logiques de développement territorial par l'entreprise. Elle sera originale à deux titres. Par son entrée « entreprises » et par l'étalonnage des expériences internationales qu'elle proposera, la région et la territorialisation du développement étant le dénominateur commun de cette démarche.

Dans cette perspective les experts, les chercheurs, les acteurs publics et privés, locaux, régionaux, nationaux et internationaux, les entreprises et réseaux d'entreprises, les agences régionales de développements, les associations socioprofessionnelles et les institutions internationales qui seront conviés à cette rencontre analyseront et interrogeront à travers les expériences qu'ils vont présenter les stratégies d'intelligence territoriales, leurs enjeux et perspectives et ce à partir des thématiques suivantes :

- les politiques d'intelligence territoriale, expériences internationales comparées
- les grappes d'entreprises et dynamique des territoires
- Le management du développement régional : organisation et instruments innovants
- Le partenariat Universités-Entreprises-Régions : résultats et perspectives d'évolution
- Les dynamiques régionales, concurrence et coopération
- La sécurité économique des territoires
- Et enfin le financement et l'attractivité des territoires

La conclusion de cette rencontre devrait apporter un éclairage utile pour les décideurs régionaux sur les freins et les leviers qui facilitent le développement des régions. L'entreprise (Grands groupes et PME) jouant un rôle majeur dans cette dynamique, il est évident que le ou les projets « socialisés » occuperont la place de catalyseur dans le développement territorial. A nouveau cette rencontre devrait recentrer dans ce contexte les « invariants » à partir desquels les stratégies d'intelligence territoriales pourront se développer.

Clôture à Dakhla de la rencontre internationale sur l'Intelligence territoriale et le développement régional

Dakhla- Les travaux de la rencontre internationale "Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise, expériences internationales comparées", ont pris fin mardi à Dakhla

Envoyée spéciale: Maria Laaroussi.

Initiée par l'Association d'Etudes et de Recherches pour le Développement (AERED) et l'Association Internationale Francophone d'Intelligence Economique (AIFIE), cette rencontre, placée sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, a été l'occasion d'analyser plusieurs expériences relatives aux stratégies d'intelligence territoriales et leurs enjeux et perspectives.

Deux jours durant, des experts nationaux et étrangers ont débattu de plusieurs thématiques, notamment "les politiques d'intelligence territoriale, expériences internationales comparées", "les grappes d'entreprises et dynamique des territoires" et "le management du développement régional : organisation et instruments innovants".

"Le partenariat Universités Entreprises Région : résultats et perspectives d'évolution", "les dynamiques régionales : concurrence et coopération", "la sécurité économique des territoires" et "le financement et l'attractivité des territoires", ont été également parmi les sujets abordés lors de cette rencontre.

Les participants, à cette rencontre, ont examiné aussi des leviers facilitant le développement des régions à travers notamment le rôle dynamique que joue l'entreprise (Grands groupes et PME) en tant que catalyseur du développement territorial et des "invariants" à partir desquels les stratégies d'intelligence territoriales pourront se développer.

Cette rencontre a été couronnée par "La Déclaration de Dakhla" qui trace le cadre futur de la coopération entre les experts et les institutions en matière d'intelligence économique et territoriale et ce au service des entreprises et du développement régional dans leurs pays respectifs.

Elle a été également marquée par la signature de sept conventions de partenariat pour le développement économique, social et technologique, outre la remise du prix du partenariat "Université Entreprise" dans sa deuxième édition.

A l'issue de cette rencontre internationale, les participants effectueront des visites de terrain dans les provinces de Laâyoune et Dakhla pour voir de près le degré de développement des zones d'activités économiques dans les provinces du Sud du Royaume.

Ont pris part à cette rencontre, plusieurs experts représentant des institutions spécialisées en intelligence économique et territoriale venant d'Europe, d'Afrique, d'Asie, du Maghreb, des Iles Caraïbes, d'Amérique du Nord et du Sud.

Dakhla, la perle du Sud a abrité une rencontre internationale : La dynamique entrepreneuriale se met à l'heure de la régionalisation

La dynamique entrepreneuriale occupe une place prépondérante dans les stratégies de développement des régions et des milieux innovateurs. C'est à cette conclusion qu'ont abouti les participants à la rencontre internationale de Dakhla, organisée sous le Haut patronage de SM le Roi et ayant pour thème « Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise, expériences internationales comparées ».

Cette rencontre qui a réuni plus de cent experts, venus des cinq continents, permettra au Maroc d'être au fait des avancées réalisées par d'autres pays dans ce domaine et de bénéficier d'un développement dans ce domaine, a indiqué Driss Guerraoui, président de l'Association d'études et de recherches pour le développement, coordinateur du comité d'organisation.

Ces experts ont souligné la nécessité de la mise en œuvre d'un management stratégique du développement régional guidé par les techniques de l'intelligence économique et menant vers des politiques d'intelligence territoriale au service de l'innovation.

Pour le comité d'organisation, cette rencontre intervient à un moment particulier où le Maroc est en train de réfléchir sur son propre modèle de régionalisation d'une part, et où les régions et les territoires sont de plus en plus appelés à servir de locomotive pour répondre à la crise mondiale actuelle, d'autre part.

Michel Dieudonné, vice-président de l'Assemblée des Chambres françaises de commerce et d'industrie, a affirmé que pour la première fois de son histoire, l'intelligence économique regroupe autant d'experts venus du monde entier. «Ce qui démontre l'intérêt que les plus grands experts mondiaux dans le domaine de l'intelligence économique accordent à ce qui se passe au Maroc ».

Pour sa part, Philippe Clerc, président de l'Association internationale francophone d'intelligence économique, a affirmé que l'objectif de la rencontre est de « réunir les experts sur les nouvelles techniques de développement qu'on utilise pour le management du développement régional, l'aménagement des territoires et donc des nouvelles techniques qu'on appelle l'intelligence territoriale ».

De son côté, Driss Houat, président de la Fédération des Chambres marocaines de commerce, d'industrie et de services (FCMCIS), a souligné que cette rencontre, qui « illustre, indéniablement, la volonté des partenaires présents de mettre en place et d'asseoir les pratiques d'une culture de veille économique tant au niveau territorial qu'au niveau de l'entreprise », a également le mérite de présenter autant la pratique nationale que l'expérience internationale concernant l'intelligence économique du point de vue développement de territoire.

Dans son intervention, Ahmed Hajji, directeur de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des provinces du Sud (APDES), a noté que son agence s'est inscrite dans une logique territoriale et a fait du facteur humain celui du développement, citant les richesses naturelles dont dispose la région Oued Eddahab-Lagouira (miel, huile de pépin de figues de barbarie, poissons...).

Le wali de la région de Oued Eddahab-Lagouira, Hamid Chabar a, quant à lui, relevé que le diagnostic de développement de la ville de Dakhla a permis de repérer de nombreux dysfonctionnements empêchant un développement durable de la région.

Initiée par l'Association d'études et de recherches pour le développement (AERED) et l'Association internationale francophone d'intelligence Economique (AIFIE), la rencontre de Dakhla étalée deux jours, aura été marquée par la signature de sept conventions de partenariat pour le développement économique, social et technologique et a constitué l'occasion pour la remise du prix de partenariat « Université-Entreprise » dans sa

deuxième édition.

Pour finir en beauté, la rencontre a été couronnée par l'Appel de Dakhla qui trace le cadre futur de la coopération entre les experts et les institutions en matière d'intelligence économique et territoriale et ce, au service des entreprises et du développement régional dans leurs pays respectifs.

En marge de la rencontre, sept conventions ont été signées, et ce dans le cadre du partage des expériences et du savoir-faire ainsi que la formation aux nouvelles techniques. Eléments essentiels dans les champs de commerce, pour les conseillers des entreprises » comme l'a souligné dans une déclaration à la presse, Philippe Clerc, président de l'Association internationale francophone d'intelligence économique (AIFIE). M. Clerc a souligné que « pour organiser la veille sur des produits et des technologies et mieux informer les entreprises, il est indispensable de savoir maîtriser les techniques ». Il ressort de la signature de ces conventions que toutes les études faites dans le domaine de l'intelligence économique « peuvent déboucher sur des opérations qui concernent les habitants et les entreprises de ce pays. Selon Michel Dieudonné, vice-président de l'Assemblée des Chambres françaises de commerce et d'industrie, ces partenariats permettent d'aider les dirigeants d'entreprises et de PME à utiliser les outils de l'intelligence économique en vue d'améliorer leurs entreprises et avoir des informations sur les marchés ».

Ces conventions concernent notamment le partenariat « Université-Entreprise », le protocole d'accord pour le développement du tourisme et des activités nautiques à Dakhla ainsi que l'identification et l'analyse qualitative de produits de terroir des provinces du Sud du Royaume.

Elles portent également sur le développement d'actions de nature sociale, culturelle et de formation au profit des provinces du Sud, l'appui à la section de Dakhla de la Ligue marocaine pour la protection de l'enfance (LMPE) et la mise en place d'un point de lecture et de structures permanentes de la formation de cadres en matière d'intelligence économique et de veille commerciale et technologique au profit de la Fédération et des Chambres marocaines de commerce, d'industrie et de services.

Ces conventions visent aussi la promotion d'un partenariat préparant à la mise en place à Dakhla d'une plate-forme dédiée à l'exportation en direction du marché africain.

La signature de ces conventions de partenariat était suivie de la remise du prix du partenariat « Université-Entreprise » dans sa deuxième édition qui, cette année, a récompensé un projet sur la mise au point et l'optimisation du procédé de production du flux à partir de cendres obtenues dans un procédé de galvanisation à chaud.

Parallèlement à la rencontre de Dakhla, s'est tenue l'Assemblée générale des Chambres marocaines de commerce, d'industrie et de services qui s'est caractérisée par la signature de trois conventions.

Parrainées par Ahmed Reda Chami, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Nouvelles technologies, ces conventions concernent la ville de Dakhla, en particulier son plan Rawaj et son programme Moukawalati.

Dans le cadre de ces accords, l'Agence pour la promotion et le développement des provinces du Sud s'engage à mener une étude de faisabilité pour la création d'une plateforme d'exportation vers l'Afrique dont le coût est estimé à 1,5 million de DH.

Dans un autre contexte, la FCMCIS a dénoncé les pratiques hostiles visant à entraver la mise en œuvre de l'Initiative marocaine d'autonomie dans les provinces du Sud.

C'est ce qui ressort d'un communiqué de la Fédération distribué à la presse. Ce communiqué indique, par ailleurs, que les présidents des chambres ont exprimé, lors de leur 2ème Assemblée ordinaire au titre de l'année 2010, tenue à Dakhla, leur condamnation de l'enlèvement et la séquestration du militant Mustapha Salma Ould Sidi Mauloud, qui n'a fait qu'exprimer son soutien en faveur de l'Initiative marocaine d'autonomie.

Les présidents des Chambres marocaines de commerce, d'industrie et des services ont

réitéré leur mobilisation derrière SM Mohammed VI et leur attachement au glorieux Trône alaouite, saluant les efforts louables du Souverain pour garantir la souveraineté du Royaume et son intégrité territoriale.

Ils ont, en outre, réaffirmé leur soutien inconditionnel à l'Initiative d'autonomie sous souveraineté marocaine, considérant que cette dernière constitue la solution idoine pour un règlement juste équitable du conflit au Sahara et la pierre angulaire de tout édifice maghrébin, fort et complémentaire.

Ils ont également salué les efforts soutenus de S.M le Roi pour un règlement politique et juste du conflit artificiel autour du Sahara marocain, qui donne aux habitants de la région le droit de gérer leurs propres affaires dans le cadre de la souveraineté nationale. Et de saluer les actions entreprises par le Souverain pour la consolidation de l'Etat de droit et l'édification d'un Maroc moderne et démocratique.

Ils ont, enfin appelé les membres des Chambres à adhérer aux efforts visant le développement de l'investissement dans les provinces du Sud et à mettre un terme à toutes les tentatives des ennemis de l'intégrité territoriale du Royaume qui s'évertuent à diffuser de fausses informations afin de ternir l'image du Maroc.

Ils ont invité les Chambres de commerce et d'industrie du monde entier, notamment celles des pays arabes et africains, à apporter leur soutien à l'Initiative marocaine d'autonomie et à œuvrer pour le renforcement de la complémentarité économique entre les pays arabes et africains.